

Questions orales

Monsieur le Président, les déclarations du premier ministre étaient absolument d'une arrogance qu'on n'a jamais vue et que les gens ont beaucoup de difficulté à accepter. Ma question est justement la suivante: cette déclaration arrogante du premier ministre à l'effet que les gens ont l'air heureux et semblent bien se tirer d'affaire, dans la situation actuelle, est-ce que cela veut dire que le premier ministre revient sur les promesses de ses ministres qu'il y aurait un programme de soutien d'un milliard de dollars pour les pêches? Et le programme qui va être annoncé la semaine prochaine, est-ce que ce sera de l'argent neuf ou tout simplement de l'argent de programmes existants?

[Traduction]

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics et ministre chargé de l'application de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Monsieur le Président, si je peux répondre à mon collègue d'en face avec tout le respect que je lui dois, je dirais qu'il donne une interprétation très tendancieuse à cette réaction.

Je n'ai pas parlé au premier ministre, mais je crois que ce dernier ne faisait que réagir à la réception cordiale que lui ont réservée les gens, ainsi qu'à son collègue, le ministre des Pêches.

En ce qui concerne ce qui se passe dans le Canada atlantique, on se rendra davantage compte du fait que le gouvernement reconnaît la nécessité de trouver une solution à la crise des pêches, lorsqu'on fera une déclaration globale au début de la semaine prochaine. On a déjà affecté 130 millions de dollars pour remédier à ce problème; ce qui représente un bon pourcentage de ce que le gouvernement précédent dépensait pour le développement économique de tout le Canada atlantique.

En outre, je rappellerai à mon collègue d'en face que dans la province du Nouveau-Brunswick en général, il y a 40 000 chômeurs de moins qu'à l'arrivée au pouvoir du gouvernement.

Le premier ministre est allé au Nouveau-Brunswick avec le ministre des Pêches et des Océans pour bien montrer que le gouvernement s'inquiète des problèmes très réels qui assaillent les pêches de l'Atlantique. Quand la déclaration sera faite au début de la semaine prochain-

ne, mon collègue verra la nature et l'étendue de l'aide offerte. Je suis certain qu'il en sera très satisfait.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, la question que je pose au solliciteur général a trait aux Mohawks d'Akwesasne.

Selon une nouvelle du service des dépêches, trois chefs de la réserve d'Akwesasne ont publié ce qu'ils considèrent comme étant une liste de personnes à abattre parmi les membres de la réserve qui s'opposent aux maisons de jeux et sur laquelle figure le nom de M. Matthew Pyke. S'il est au courant de cette allégation, le ministre pourrait-il dire à la Chambre quelle mesure il entend prendre?

L'hon. Pierre H. Cadieux (solliciteur général du Canada): Pour répondre à la question au sujet de cette liste, monsieur le Président, je dirai que je savais que trois chefs avaient fait une déclaration aujourd'hui à ce sujet.

J'ai demandé qu'on me fournisse un exemplaire de la liste qu'ils ont, semble-t-il, communiquée à la presse au moment de leur déclaration. J'entends bien sûr la transmettre pour enquête aux forces de police appropriées. J'imagine qu'elles l'ont déjà, mais j'entends m'en assurer et, tout particulièrement, leur signaler que le nom d'un des jeunes assassinés figurait sur cette liste.

[Français]

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, inutile de dire qu'on souhaite tous que, nonobstant ces récentes découvertes, la paix demeure à Akwesasne.

J'aimerais demander au solliciteur général: un peu plus tôt ce matin, les *New York State Troopers* annonçaient qu'ils n'avaient aucunement l'intention de désarmer la communauté d'Akwesasne du côté américain. Compte tenu de ces déclarations de la part des *State Troopers*, aux États-Unis, le ministre peut-il dire de quelle façon cette déclaration va affecter la façon dont il entend, lui-même, rendre la communauté d'Akwesasne plus paisible, et comment va-t-on faire maintenant pour tenter de recueillir les armes sans cette coopération?

L'hon. Pierre H. Cadieux (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, je ne suis pas personnellement au courant de cette déclaration. Il est bien évident que ce n'est peut-être pas le genre de déclaration qui aide à la situation comme telle. Cependant, comme je l'ai déjà dit, nous procédons présentement dans une action concertée. L'action concertée a été à l'effet d'entrer